
Sébastien LEDOUX, *Le Devoir de mémoire. Une formule et son histoire*

Paris, CNRS Éd., 2016, 367 pages

Corinne Benestroff



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10652>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.10652

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2016

Pagination : 481-483

ISBN : 9782814302839

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Corinne Benestroff, « Sébastien LEDOUX, *Le Devoir de mémoire. Une formule et son histoire* », *Questions de communication* [En ligne], 29 | 2016, mis en ligne le 30 juin 2016, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10652> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10652>

Tous droits réservés

humain faisant davantage l'expérience de la vérité que du mensonge, plus complexe à gérer, est incité plutôt à croire les affirmations d'autrui. Cette conception valorise les témoignages naturels, sous peine de voir l'ordre social se désagréger. Tel est le fondement de la croyance en un discours véridique. Dès lors, la fiabilité du témoignage n'est pas remise en cause dans son principe : par exemple, les Romains ne se livrent pas à la critique des sens, qui interdiraient toute prétention à accéder au vrai (critique qui, ainsi formulée, est discutable). Ce dont les Romains se méfient, ce sont les mauvaises intentions qui sont à la base des faux témoignages, ce qui, par contraste, confirme qu'ils considèrent les témoignages comme des instruments utiles à la manifestation de la vérité (pp. 378-380).

L'ouvrage est en tous points passionnant. Il comporte une très riche bibliographie (mais on regrette l'absence de Mima Velcic-Canivez, *Prendre à témoin*, Paris, Ophrys, 2006), ainsi que de précieux *index rerum, nominum*.

Alain Rabatel

Icar, université Lumière-Lyon 2, F-69700
alain.rabatel@univ-lyon1.fr

Sébastien LEDOUX, *Le Devoir de mémoire. Une formule et son histoire*

Paris, CNRS Éd., 2016, 367 pages

Issu d'une thèse de doctorat en histoire réalisée sous la direction de Denis Peschanski et distinguée en 2015 par le prix de la Recherche de l'Institut national de l'audiovisuel, l'ouvrage montre, par une minutieuse enquête, comment l'expression *devoir de mémoire* a fait florès et a accédé au rang de formule. Formule fourre-tout, formule-valise, formule-gigogne, qu'est-ce donc que le « devoir de mémoire » ? Que recouvre cette expression ? La mise à jour du palimpseste révèle de nombreuses fonctions que l'auteur s'attache à décrypter avec une démonstration en quatre parties : « Archéologie du *devoir de mémoire* », « Naissance d'une formule », « Grammaire du *devoir de mémoire* » et « Entre défiance et dissémination ».

La recherche s'appuie sur l'analyse d'un imposant corpus archivistique audiovisuel et numérique croisé avec diverses sources documentaires (publications, articles de presse écrite, entretiens). Quantitative et qualitative, la méthodologie utilisée permet de repérer les occurrences de l'expression, analyser les contextes de son apparition et étudier ses enjeux mémoriels, sociétaux, culturels et politiques. La réussite de ce projet ambitieux tient à la rigueur dans la confrontation de sources diversifiées qui permet

l'élaboration d'hypothèses intéressantes dépassant souvent les strictes limites du sujet et à la mobilisation de concepts issus d'autres champs disciplinaires. En proposant une analyse multifocale, Sébastien Ledoux échappe au travers de la position de surplomb souvent teintée d'un moralisme se voulant de bon aloi... Ici, pas de jugement de valeurs ou d'indignation affichée, l'auteur propose une démonstration pas à pas qui, bien que technique pour le lecteur profane, conserve jusqu'au bout une grande clarté.

Les titres des deux premières parties laissent filtrer des résonances foucaaldiennes annonçant une analyse de la force et des effets du langage dans la construction de notre rapport au réel, un réel polysémique et mouvant, se nourrissant d'interactions successives, conscientes et inconscientes, arrimées aux dimensions individuelles et collectives. Dans la première partie (pp. 23-82), l'auteur indique que, entre 1970 et 1980, on assiste à l'émergence de l'expression étudiée dans des champs multiples – poésie, discours politiques, psychanalyse. Cette apparition s'inscrit dans la continuité d'un vaste mouvement – entamé dès les années 60 – centré sur la mémoire comme en réponse aux craintes liées à la disparition d'un monde ancien. Au décours de ces préoccupations, dans les années 70, naît un intérêt pour des récits représentatifs d'une « mémoire populaire » (Michel Foucault, « Anti-Rétro », entretien, *Cahiers du cinéma*, 251-252, juil.-août 1974) puis pour la « mémoire collective » selon la conception « normative » de la mémoire de Pierre Nora (p. 80).

C'est, avec Serge Barcellini, sous la présidence de François Mitterrand, autour des années 80, que le mot *mémoire* remplace *souvenir*, vocable habituel issu de la Première Guerre mondiale. Avec cette entrée dans l'univers politique, parce qu'elle est utilisée pour la création de différentes instances, l'expression vient irriguer les politiques du présent ; il s'agit d'agir sur aujourd'hui grâce au passé. Les commémorations doivent désormais participer à la conservation « de notre mémoire collective » (p. 70). La mémoire devient un patrimoine national qu'il convient de conserver et de mettre en valeur et il revient à l'État d'en assurer la sauvegarde. Ce qu'il fait, en déclarant le 8 mai (jour de la victoire sur l'Allemagne nazie) férié, en créant la Commission nationale de l'information historique pour la paix ou en travaillant sur l'enseignement de l'histoire.

De fait, les dispositifs concernent toute une série de destinataires et l'expression *devoir de mémoire* sert de levier pour les présenter. La mémoire s'installe désormais dans un cadre de références collectif où « lieux de mémoire » (Pierre Nora, cité p. 70) et « politique de la

mémoire » (Barcellini, cité p. 73) s'entrelacent, unissant mémoire patriotique et mémoire nationale. Mais, une autre ligne de diffusion de l'expression, « liée à la "Mémoire d'Auschwitz" » (p. 81), se dessine parallèlement. Elle est porteuse d'un impératif moral et de justice impliquant « la reconnaissance de la responsabilité du gouvernement de Vichy dans l'entreprise génocidaire » (p. 82) et la réparation des préjudices subis.

La lecture de cette première partie donne une idée de la complexité du phénomène étudié. Les enjeux sont multiples et l'on observe l'intrication des problématiques liées aux rapports entretenus avec le passé. Si les différentes mémoires – de la guerre, de la Résistance, de la déportation de répression et de persécution – et avec elles, implicitement, celles de ceux morts pour la France et de ceux morts par la France semblent *a priori* se succéder, Sébastien Ledoux montre qu'elles se chevauchent de façon discontinue et, par le biais des actions sociétales et politiques, interagissent les unes avec les autres. Cette observation particulièrement fertile illustre bien l'assertion freudienne selon laquelle le psychisme fonctionne par « superposition de traces » et « la mémoire n'est pas présente une fois, mais plusieurs fois, consignée en diverses sortes de signes. » (Sigmund Freud, *Lettres à Wilhem Fliess, 1887-1904*, trad. de l'allemand par F. Khan et F. Robert, Paris, Presses universitaires de France, 2006, p. 264.) Il y aurait donc à travers toutes ces résonances des lieux de consignation des objets mémoriels, lieux assignés concrètement – cimetières, monuments aux morts, mémoriaux – et lieux symboliques au cœur même des énoncés langagiers.

Avec la deuxième partie (pp. 83-140), on voit le syntagme *devoir de mémoire* accéder au rang de formule (1992-1993) en apparaissant dans de nombreux supports médiatiques par l'intermédiaire de locuteurs comme Louis Mexandeau ou Michel Noir. La question de l'amnésie sur les heures sombres de Vichy a fait l'objet de publications comme celle d'Henry Rouso en 1987 (*Le Syndrome de Vichy (1944-1987)*, Paris, Éd. Le Seuil). En 1992, dans le contexte du non-lieu accordé à Paul Touvier (pp. 87-89), inculpé pour crimes contre l'humanité (dont l'assassinat de Sept juifs en juin 1944 et celui d'Hélène et Victor Bash, président de la Ligue des droits de l'homme en janvier 1944), l'heure est à la recherche de la vérité et, pas seulement chez les spécialistes ou les politiques. Le débat touche le grand public le 10 juin 1992 avec l'émission *La Marche du siècle* que Jean-Marie Cavada consacre à la rafle du Vel d'Hiv en 1942 (pp. 93-98).

Le 16 juillet 1992, la cérémonie de commémoration de cet événement devient le « théâtre des conflits de mémoire » (pp. 98-102). Le refus de François Mitterrand de reconnaître la responsabilité de l'État dans la déportation des Juifs de France fait scandale. En cette année charnière, *devoir de mémoire* est utilisé « dans une rhétorique de la dénonciation d'une injustice » (p. 105), dans un souci pédagogique à l'égard des jeunes générations et comme moyen de lutter contre le Front national (p. 105).

Ces usages, l'installation dans des champs couvrant tout l'espace public font désormais de *devoir de mémoire* une « formule » selon les travaux d'Alice Krieg-Planque auxquels se réfère Sébastien Ledoux, c'est-à-dire, qu'elle « présente un caractère figé, s'inscrit dans une dimension discursive, fonctionne comme un référent social, comporte un aspect polémique » (p. 131). La formule devient incontournable, son existence ainsi que sa légitimité ne sont pas remises en question comme l'indique le sujet du baccalauréat de juin 1993 : « Pourquoi y a-t-il un devoir de mémoire » (pp. 119-121) ?

Éclairante, cette partie propose une analyse multifactorielle rattachant les événements aux parcours des protagonistes. Amenée par les entretiens réalisés, la dimension psycho-biographique enrichit la compréhension. L'étude du parcours des locuteurs promoteurs de la formule donne accès à une analyse sensible du phénomène étudié. Car la formule ne tombe pas armée de pied en cap du ciel éclairé des idées ou du paradis de l'éthique. Elle prend corps, s'incarne, au sens premier du terme, dans la vie et les expériences intimes des protagonistes, qu'il s'agisse de Jean-Marie Cavada, de Robert Badinter ou de Michel Noir, maire de Lyon, fils d'un résistant déporté, devenant le fer de lance de la diffusion de la formule, dont il fera son cheval de bataille dans la lutte contre les négationnistes actifs dans sa ville.

Bien que leur parcours soit différent, ces enfants de la guerre assument un mandat et agissent dans leur cercle d'action. Ils construisent « "un contexte de sens", l'investissant d'enjeux sociopolitiques qu'ils se sont attachés à rendre intelligibles à l'opinion » (p. 135). Devenu à la fois vecteur et cadre, *devoir de mémoire* apparaît comme la métonymie de l'héritage direct ou indirect de la Shoah. Héritage, car, constate l'auteur, les témoins eux-mêmes n'utilisent pas la formule. On voit ici que c'est avant tout le corps social qui a besoin d'une mise en récit du passé.

La partie suivante (pp. 141-210) montre l'extension de la formule qui devient « le "cadre référentiel" de la mémoire de la Shoah » (pp. 145-178) dans la période 1995-2005. Les travaux de Serge Klarsfeld, les procès Barbie, Touvier, Papon, pour crimes contre l'humanité, mettent sur le devant de la scène la pratique testimoniale, orale et littéraire, indispensable à la manifestation de la vérité. Légitimant la place du témoin, de nombreuses publications dont un livre d'entretien, *Le Devoir de mémoire* de Primo Levi (trad. de l'italien par J. Gayraud, Paris, Éd. Mille et Une Nuits, 1995), illustrent la cristallisation de la formule dans l'espace public.

En bon enquêteur, l'auteur a découvert que la formule faussement rattachée à Primo Levi, incarnation du témoin d'Auschwitz, intègre, fiable et rigoureux, était due à l'éditeur, sans doute, lui en plein air du temps et sensible à ce qui toucherait le lectorat.

Implicitement, *devoir de mémoire* a donc à voir avec la vérité par opposition aux faux témoignages et au négationnisme ; vérité assumée par le discours du 16 juillet 1995 du président Jacques Chirac qui réussit à rassembler France résistante et des Justes, France complice de l'occupant, et notion de réparation. La création de la Mission Mattéoli (1997), chargée d'évaluer la spoliation de biens des Juifs sous l'Occupation, est placée sous l'égide symbolique du « devoir de mémoire » (p. 175). Parallèlement, la formule sort du cadre référentiel exclusif de la Shoah ; dans la même logique « compassionnelle (exclusion/souffrance/écoute) » (p. 181), elle concerne la souffrance des résistants déportés. On assistera aussi à sa mobilisation pour « la reconnaissance des mémoires postcoloniales » – guerre d'Algérie, traite négrière, esclavage (pp. 185-194) –, reconnaissance donnant lieu (1998-2005) au vote des lois de reconnaissance (pp. 195-210).

Après cette période glorieuse, de 2000 à nos jours, la formule suit deux lignes opposées étudiées dans la quatrième partie (pp. 211-251). L'une déclinante activée par les critiques des spécialistes – Tzvetan Todorov, Henry Rousso – évoquant les « abus de la mémoire » (pp. 215-218) et par l'émergence des notions de « devoir d'histoire » (Antoine Prost, pp. 228-222) ou de travail de mémoire (Paul Ricoeur, pp. 222-227), et l'autre touchant par « dissémination » (Jacques Derrida, p. 243) des activités associatives diversifiées – blogs généalogiques, défense du patrimoine d'un village –, et même la revendication du droit à l'oubli.

Ainsi, avec cette analyse brillante, plurielle et transversale de l'histoire du « devoir de mémoire », Sébastien Ledoux ouvre-t-il des pistes de réflexion transdisciplinaires sur notre rapport au passé, sa présence dans notre présent et la plasticité de la mémoire. L'ouvrage peut aussi se lire comme le récit d'un long travail de deuil toujours en cours, d'un dialogue mélancolique avec les disparus, une autre manière de dire : « Regarde, ce sont des *revenants* ; tout ce qu'on a perdu revient » (Sigmund Freud, *L'Interprétation des rêves*, trad. de l'allemand par I. Meyerson, Paris, Presses universitaires de France, 2003 [1900], p. 510).

Corinne Benestroff

Littératures, Histories, Esthétique, université Paris 8,
F-93526
benestroff.c@orange.fr

Thierry LIBAERT, Jean-Marie PIERLOT, *Les Nouvelles Luites sociales et environnementales. Notre-Dame-des-Landes, droit au logement, gaz de schiste, expérimentation animale...*
Paris, Vuibert, coll. Signature, 2015, 224 pages

L'ouvrage de Thierry Libaert et Jean-Marie Pierlot s'annonce comme un manuel de combat à l'usage de tous ceux qui souhaitent s'engager dans une stratégie de résistance et de lutte sur des sujets environnementaux, sanitaires, alimentaires ou bien contre des projets d'implantations (centrales électriques, zones d'expérimentation, sites de stockage de déchets nucléaires, etc.). En s'appuyant sur des exemples anciens et récents, de la résistance au plateau du Larzac aux campagnes contre l'huile de palme en passant par la pression sur Nike et ses sous-traitants, les luttes sociales et environnementales sont analysées sous un angle original qui mêle le regard d'un universitaire à celui d'un acteur engagé, tous deux spécialistes des questions de communication, des relations publiques mais aussi de la communication sur des sujets sensibles. Dès les premières pages de l'ouvrage, les auteurs cherchent à démontrer le bien-fondé, la nécessité, voire le caractère incontournable de la communication pour les associations. Ces dernières sont souvent réticentes à « communiquer », ce qui revient, pour elles, à employer les outils et les armes de ceux qu'elles combattent. L'un des enjeux du livre est alors de « prendre la communication au sérieux et non comme un simple outil supplémentaire » (p. 8), de restaurer en quelque sorte son image auprès de publics associatifs et non gouvernementaux afin de leur permettre de lutter à armes égales pour la défense des intérêts qui leur paraissent dignes.